



CDEN du 12 juin 2025

Déclaration de l'Unsa-Education

Aujourd'hui est un moment de communion dans l'Éducation Nationale.

Une mise en commun de notre peine et notre colère suite à l'assassinat de notre collègue de Nogent.

Ce temps de recueillement est nécessaire, il montre à toutes et tous que nous partageons des valeurs.

Qu'au-delà des différents que nous exprimons librement dans notre démocratie, par cette mise en commun, nous faisons société.

Il faut le rappeler.

Par contre, il faut aussi rappeler que nous rejetons le cirque médiatique

qui accompagne chaque drame qu'est la perte d'une vie humaine.

Il est insupportable qu'en quelques minutes, ceux qui gouvernent le pays depuis plusieurs années, trouvent des solutions aux problèmes qu'ils n'ont pas essayé de régler avant.

Comment montrer aux enfants, à nos élèves, les dangers que constituent l'immédiateté, les raccourcis des plateaux de télévision et les mensonges des réseaux sociaux...

Si, à chaque drame, nous sommes les premiers à « Tik-Toker » que nous savons comment régler tous les problèmes ?

Personne n'est dupe, les solutions annoncées médiatiquement disparaîtront dans quelques jours.

Et tous ceux et celles qui sont ou ont été en charge d'élèves savent pertinemment que le temps est nécessaire, que les causes sont multiples et complexes.

*

Les personnels qui alertent, depuis plusieurs années, sur l'état dégradé de notre Education nationale (dans chaque instance et à tous les niveaux) continueront à le faire.

Les gouvernements qui cherchent à régler les problèmes doivent aussi nous écouter.

*

Cette incohérence entre agitation aux micros et mesures réelles se retrouve aussi quand on discute, comme aujourd'hui, ouverture et fermeture de classe.

Combien de députés votent en décembre un budget qui supprime des postes pour aller en janvier manifester contre une fermeture dans l'école de sa commune ?

S'il y a des seuils aussi élevés en Haute-Garonne, jusqu'à 28 par classe, ce n'est que la conséquence d'un budget national insuffisant.

- Un budget qui ne permet pas que notre département puisse avoir des classes avec moins d'élèves ;
 - qui ne permet d'avoir des enseignants-remplaçants, y compris sur des congés maternité ;
 - qui ne permet pas de créations d'enseignant référents de scolarité, presque aucun psychologue ;
 - qui ne permet pas de moyens pour répondre aux saisines sur le registre santé, sécurité et condition de travail (le RSST) alors qu'il y en a plus de 10 par jour, presque toutes (plus de 80 %) pour dénoncer des situations de violence subies par les personnels ;
- Etc,

Nous pourrions ajouter d'autres paragraphes sur tout ce que ne permettent pas les moyens que nous n'avons pas.

Notre demande de dotation supplémentaire plusieurs fois répétée (et partagée par de nombreux membres de notre CDEN) n'est que la conséquence de cette pénurie décidée par l'Assemblée Nationale.

Nous voulons juste pouvoir travailler.